

Études internationales

Études
internationales

Portelli, Hugues et Hanley, David (Sous la direction de),
Social-Démocratie et défense en Europe. Nanterre, Institut de
Politique Internationale et Européenne, Coll. « Recherche de
Politique Comparée », no. 1, 1985, 348 p.

Carmen Schaefer

Volume 19, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702328ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702328ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Schaefer, C. (1988). Compte rendu de [Portelli, Hugues et Hanley, David (Sous la direction de), *Social-Démocratie et défense en Europe*. Nanterre, Institut de Politique Internationale et Européenne, Coll. « Recherche de Politique Comparée », no. 1, 1985, 348 p.] *Études internationales*, 19(1), 198–199.
<https://doi.org/10.7202/702328ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1988

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

PORTELLI, Hugues et HANLEY, David (Sous la direction de), *Social-Démocratie et défense en Europe*. Nanterre, Institut de Politique Internationale et Européenne, Coll. « Recherche de Politique Comparée », no. 1, 1985, 348p.

Cet ouvrage est un collectif présentant des analyses concernant les orientations de quelques partis socialistes relativement au problème de défense et de sécurité européenne. Cet ensemble d'études de cas traite des partis sociaux-démocrates de la Hollande, de la Suède, de la Grande-Bretagne, de la France, de la république fédérale d'Allemagne, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal.

Étant donné son caractère comparatif, l'ouvrage fait ressortir les différences et les similitudes au niveau des facteurs influençant les grandes lignes partisanes en matière de politique étrangère, et plus spécifiquement, sur la question des armements nucléaires.

Nous présenterons donc quelques points communs qui se dégagent de la lecture des analyses présentées. La principale constante retrouvée chez ces partis est le problème de dissensions internes qu'ils connaissent en raison des divergences de vue des diverses factions qui composent les partis, divergences exprimées au sujet de la perception de la menace soviétique.

Ces points de vue suscitent l'opposition sur les tribunes partisanes quant aux différentes conceptions des orientations que devrait prendre le programme des partis en matière de politique de défense, des liens à maintenir ou à développer avec les États-Unis et l'Union soviétique et, le cas échéant, des responsabilités à assumer en tant que pays membre de l'OTAN.

En plus d'être moussés par la présence interne de groupes radicaux (la gauche de la gauche), les problèmes d'unité partisane sont accentués dans certains cas par la présence et le développement d'un mouvement écolo-pacifiste dont les actions et l'ampleur donnent raison aux critiques formulées par les groupes radicaux internes. La principale réforme réclamée par ces groupes est une distanciation des

politiques nationales de défense vis-à-vis de celle des États-Unis, pouvant aller jusqu'à un désengagement de l'OTAN (Grèce, Espagne). Conséquemment, on réclame aussi le développement d'orientations nouvelles axées vers une politique de défense prenant davantage appui sur les réalités et les intérêts européens. Ces rectifications une fois apportées et issues d'un consensus auraient un double effet. Elles accroîtraient la cohésion des partis. De plus, ceux-ci s'adapteraient davantage à la nouvelle conjoncture électorale à laquelle les mouvements pacifistes et l'éclosion de nouveaux partis leur étant associés ne sont pas étrangers.

Le parti socialiste français représente un cas particulier. En effet, le parti socialiste de François Mitterrand s'inscrit dans la lignée des précédents gouvernements et de leur perception de la politique étrangère soviétique face à laquelle la vigilance et la dissuasion nucléaire représentent l'unique réponse réaliste pour maintenir la sécurité des États et assurer la paix par un processus continu de négociations Est-Ouest. De plus, la faiblesse du pacifisme français en tant que mouvement ainsi que la priorisation des questions d'ordre économique, font que le parti socialiste n'a pas à se préoccuper d'un contexte électoral en mutation et mobilisé par les questions de défense.

Ainsi, la politique de défense du président Mitterrand est-elle en continuité avec celles développées antérieurement et axées sur les principes d'intégrité et de souveraineté nationales ainsi que sur l'appui sans équivoque de la France aux décisions ainsi qu'aux engagements définis par les membres de l'OTAN.

Cet ouvrage, bien que des plus intéressants, n'en demeure pas moins aride. L'analyse qu'il propose est une synthèse de multiples facteurs, ce qui rend la lecture difficile pour le profane. Sont présentées les particularités des partis sociaux-démocrates européens, les grandes lignes des diverses politiques de défense nationales ainsi que de multiples considérations d'ordre stratégique. Il est un ouvrage précieux pour ceux qui étudient l'influence des structures démocratiques (partis, électors, mouvements sociaux) sur les questions internationales, et particulièrement, sur les questions de sécurité et de défense, en préci-

sant le rôle et l'impact potentiel des acteurs nationaux.

Carmen SCHAEFER

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

TAHON, Marie-Blanche et CORTEN, André, *L'Italie: Le philosophe et le gendarme: Classe ouvrière, État, Autonomie*. Actes du colloque de Montréal (16 et 17 novembre 1984). Montréal, VLB Éditeur, 1986, 276p.

Afin d'éviter toute équivoque, il importe d'abord de souligner que l'objet principal de l'ouvrage présenté ici n'est pas l'Italie en tant que telle, mais plutôt le courant de pensée néo-marxiste généralement désigné comme « ouvriérisme italien ». Si quelques-unes des vingt-deux communications rassemblées (et d'abord présentées à un colloque tenu à Montréal en novembre 1984) constituent des réflexions de l'extérieur sur l'évolution de ce courant (par exemple le texte de J.-M. Piotte) ou sur le contexte dans lequel il évoluait à la fin des années '70 (texte de Jacques Lévesque), la plupart des contributions se situent à l'intérieur de la matrice ouvriériste. C'est en quelque sorte un regard critique de l'ouvriérisme sur lui-même qui nous est livré: le lecteur a ainsi droit aux contributions, notamment, de ces chefs de file de l'ouvriérisme italien que sont Franco Berardi dit « Bifo », Sergio Bologna et Toni Negri.

Il serait peut-être pertinent tout d'abord de tenter de résumer très succinctement, à partir des communications de Piotte, Yann Moullet et Franco Piperno, la problématique ouvriériste, afin que le lecteur puisse mieux saisir ensuite le sens du regard critique qui est ici proposé. L'originalité de l'ouvriérisme italien réside d'abord en son audace méthodologique: à l'inverse de ce qui est généralement tenu pour évident dans le marxisme et chez Marx lui-même, ce n'est pas la classe capitaliste qui est présumée posséder l'initiative au sein de la société capitaliste, mais bien la classe ouvrière. Celle-ci, formée dans l'acte de vente de la force de travail, précède la

classe capitaliste historiquement et même plus, par la résistance qu'elle oppose, non pas seulement aux formes de l'oppression capitaliste mais au travail lui-même, est ultimement ce qui explique la constitution de la bourgeoisie en classe et la configuration historique du capitalisme, c'est-à-dire les passages de la manufacture à l'industrie, au taylorisme et aux « nouvelles technologies ». C'est que le prolétariat n'est pas que travail, n'est pas même d'abord travail, mais plutôt simplement capacité de travailler: aussi, une fois conclu l'acte d'achat de cette capacité, il reste à pousser le prolétariat à exécuter le travail, à l'empêcher de refuser, de fuir celui-ci. C'est l'incapacité du capital de maîtriser la subjectivité de la classe ouvrière, d'empêcher le refus du travail de se manifester, qui le pousse, par l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouvelles technologies, à tenter d'enlever toute initiative à la classe ouvrière (et même à tenter d'éliminer purement et simplement celle-ci de la production). L'histoire du capital est ainsi l'histoire de ses efforts pour briser la figure ouvrière instituée, la « composition technique et politique de classe » propre à chaque étape du capitalisme. Mais toute réorganisation du travail amène une « recomposition de classe »: pour Negri par exemple, le capitalisme ayant éliminé l'ouvrier professionnel au profit de l'ouvrier-masse, déqualifié, risque maintenant, dans sa tentative de briser cette dernière figure, de se trouver confronté à une nouvelle figure, peut-être la plus subversive de toutes, l'« ouvrier social » dont une partie réduite de la vie est consacrée au travail. N'est-ce pas justement cet « ouvrier social » que voit naître l'Italie des années '70, avec son économie parallèle, ses millions de travailleurs précaires, ses milliers de jeunes en lutte pour l'autonomie? André Corten le souligne avec raison dans sa présentation: les thèses véhiculées par l'ouvriérisme italien sont carrément provocantes, voire même scandaleuses.

Une partie des contributions au colloque souligne l'actualité de la méthodologie ouvriériste. Si Harry Cleaver tente de montrer en quoi le reaganisme est une tentative (qui échoue) de surmonter l'État keynésien et la figure ouvrière qui lui correspond, l'ouvrier-